

Camille Claudel déclare l'état d'urgence pour la santé mentale

« Il faut passer à l'action forte ». Les vœux du centre hospitalier Camille Claudel ce mardi ont été l'occasion pour le directeur de tirer à nouveau la sonnette d'alarme sur la pénurie de médecins et de réclamer de l'aide.



AMANDINE COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

« On arrive à un nombre de médecins et psychiatres en dessous duquel on ne peut pas aller. Sinon il faudrait fermer totalement des services. Or, on ne peut pas dégrader encore l'offre de soins en santé mentale de la Charente », qui est déjà parmi les départements les moins bien dotés de Nouvelle-Aquitaine. Les vœux du directeur du centre hospitalier Camille Claudel, David Dereure, hier à La Couronne, ont été l'occasion bien sûr de remercier les personnels d'avoir « une fois de plus répondu présent au prix, parfois, de lourds sacrifices ». Mais surtout de dire que « le département doit maintenant être considéré en état d'urgence pour la santé mentale » et réclamer des actions concrètes et rapides à l'ARS, l'agence régionale de santé.

David Dereure, ses chefs de pôle et Stephan Soreda, président de la commission médicale d'établissement, sont d'ailleurs ce mercredi matin face à Benoît Elleboode, le directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, à Bordeaux, pour se faire entendre. « On a longtemps fait tampon face à la pénurie médicale, fait preuve d'ingénierie pour maintenir malgré tout les dispositifs, mais on ne peut plus le faire davantage », insiste le Dr Stephan Soreda. « Il faut passer à l'action forte ». Malgré les recrutements effectués en 2023 et 2024, les départs en retraite font qu'il manque aujourd'hui 17 équivalents temps plein de médecins dont 12 psychiatres à Camille Claudel, soit 36 % de l'effectif. « Et si on ne réussit pas à recruter d'ici là, en 2030, il en manquera plus de 50 % », alarme David Dereure.



Le directeur du centre hospitalier de Camille Claudel, David Dereure, devant le bâtiment incendié en 2022 qui rouvrira en juin. Quentin Petit

« On est face à l'Everest. Malgré les alertes et les fermetures de lits, on passe depuis trop longtemps sous les radars ».

La pédopsychiatrie, principale source d'inquiétude

Il réclame du concret. « Il est urgent que notre établissement dispose du soutien qui a été accordé à d'autres acteurs de la psychiatrie en Poitou-Charentes ». Il fait référence à l'appui de l'hôpital Laborit de Poitiers accordé aux Deux-Sèvres en crise après l'assassinat d'une infirmière à Thouars en 2020. Et à celui qu'ont eu Saintes et Royan de la part de Poitiers et La Rochelle. « Des médecins venaient assurer des consultations, prendre des gardes sur les territoires en crise. On a besoin de ça aujourd'hui. De la part de Poitiers et de Bordeaux ».

Il en appelle aussi au gouvernement. « L'ex-Premier ministre a déclaré la santé mentale Grande cause nationale, François Bayrou l'a confirmé, il faut que ça se traduise

par un investissement massif au-delà de l'affichage. »

Principale victime de la pénurie médicale : la pédopsychiatrie. « Avec les deux départs en retraite qui arrivent on sera à 4,9 équivalents temps plein à partir de septembre », annonce le directeur, « alors qu'il en faudrait onze ». Le centre hospitalier avait pourtant recruté deux nouveaux pédopsychiatres en 2023-2024, « mais on part de trop loin ».

Le regroupement des urgences

Petit espoir à moyen terme. Le centre hospitalier Camille Claudel, devrait, si l'ARS l'entérine, être inclus dans la mission d'appui territorial du Professeur Nemat Jaafari de Poitiers qui vise à « mettre le paquet sur la formation, notamment de médecins étrangers en les aidant à avoir leurs équivalences, universitaire même des petits centres comme Camille Claudel et constituer une équipe médicale de territoire ». Ce qui permettrait de faciliter le recrutement de nouveaux méde-

cins. Autre projet qui devrait permettre d'économiser médecins et personnels : le regroupement des urgences psychiatriques au centre hospitalier d'Angoulême prévu à l'horizon 2029. « Mais, ce rapprochement pourrait se faire plus tôt pour les urgences psychiatriques », confie David Dereure.



Le centre hospitalier Camille Claudel s'est doté d'un nouveau logo, plus moderne, symbolisant l'union et son attachement au territoire. Quentin Petit

Le bâtiment incendié rouvrira en juin

Quelques bonnes nouvelles ont été annoncées du côté des bâtiments. « Les travaux ont enfin pu débuter dans le bâtiment D qui avait été en partie incendié en avril 2022. Nous pourrions le rouvrir en juin. » Les 25 lits de l'unité d'admission adulte Moreau de Tours y seront réinstallés. Ce qui libérera dans le bâtiment principal un espace pour déménager l'unité pour patients souffrant de troubles du spectre autistique du Logis, un bâtiment dont la vétusté a été maintes fois dénoncée. Une solution provisoire en attendant d'installer à terme ce service dans une nouvelle aile de la MAS Hestia qui sera agrandie en 2027. Autre projet immobilier dans les cartons, celui d'acquérir une partie de la caserne Broche près de Chanzy pour y déménager plusieurs centres de consultations en psychiatrie classique, accueillis pour l'instant en centre-ville, notamment à La Bussatte dans des « locaux très vieillissants ». Quant à l'ITEP, institut thérapeutique, éducatif et pédagogique, de Douzat, il devrait finalement faire l'objet d'une rénovation extension de son site actuel. Le projet de déménagement dans l'ancienne clinique Sainte-Marie, où devait aussi s'installer un pôle de pédopsychiatrie, a dû être abandonné.

Un nouveau centre d'hospitalisation en addictologie

Au milieu de cette pénurie chronique et grandissante de médecins, et de mise en danger de l'offre, un secteur de la santé mentale sort son épingle du jeu et connaît un vrai mieux depuis cette fin 2024 : l'addictologie. « Un centre d'hospitalisation en addictologie a ouvert en novembre », a annoncé ce mardi David Dereure, le directeur de Camille Claudel. Il compte six places.

Sous l'égide du Dr addictologue Philippe Batel, « il permet de proposer un accompagnement en ambulatoire aux patients qui sont capables d'être vraiment acteurs de leur parcours de soins. Il est en train de monter en charge progressivement et atteindra sa vitesse de croisière à la fin du 1er trimestre ».

Autre point et non des moindres dans le contexte de pénurie, tous les

postes de médecins en addictologie sont aujourd'hui pourvus. « Nous avons réussi à recruter deux médecins supplémentaires en 2023 et 2024, se félicite David Dereure. L'un d'eux, formé à l'étranger est encore interne, mais passera son équivalence de diplôme prochainement ». « L'an dernier, j'étais très pessimiste sur l'addictologie, aujourd'hui c'est une filière solide », assure-t-il. C'est

d'ailleurs pour ça, que Camille Claudel a pu lancer un autre projet, celui d'une structure de SMR, soins médicaux et de réadaptation, qui va venir renforcer l'offre. « Quand les patients sortent d'un sevrage complexe, sur quinze jours, ils ont souvent besoin de continuer dans une structure médicale pour un moyen séjour, avec un accompagnement vers le retour au travail, le logement

parfois..., c'est ce que permettent les structures SMR. » Un terrain a déjà été trouvé pour l'implanter à Barbezieux à l'horizon 2028, « sur un des champs qui sert de parking à la Foire expo ». Un choix pas anodin. « Aucune structure SMR n'existe dans le Nord-Gironde et autour de Jonzac, elle pourrait servir tout le secteur », note le directeur.